

## Votation du 9 juin

# «Les conseillers fédéraux seront renforcés et rendus responsables!»

**Christoph Blocher veut que le peuple élise le Conseil fédéral. L'initiative de l'UDC est une réponse à son éviction en 2007**

**Xavier Alonso**  
Männedorf (ZH)

Le 9 juin prochain, le peuple votera sur l'élection par le peuple du Conseil fédéral. Un gouvernement qui est élu aujourd'hui par l'Assemblée fédérale. A une semaine du scrutin, les carottes sont cuites pour cette initiative de l'UDC, lancée après l'éviction de Christoph Blocher en 2007. Selon le dernier sondage gfs.bern, le texte obtient 66% d'opinions défavorables. Nullement découragé, l'ex-conseiller fédéral Christoph Blocher (72 ans) nous reçoit dans ses bureaux à Männedorf, sur la Goldküste zurichoise.

**«La voix du peuple n'est pas la voix de Dieu!»**

**Monsieur Blocher, c'est ce que vous dites souvent. Changez-vous d'avis quand il s'agit de l'élection du Conseil fédéral par le peuple?**

C'est vrai: la voix du peuple n'est pas la voix de Dieu. La voix du parlement ne l'est pas davantage. Pas plus que celle du Conseil fédéral. Mais le peuple ne fait jamais de grosses bêtises comme seuls peuvent le faire les politiciens. Le peuple a d'autres soucis, d'autres besoins, d'autres intérêts que la classe politique. C'est flagrant avec l'Union européenne!

**C'est-à-dire?**

Au sein de l'Union européenne, qui a construit un tel monstre bureaucratique? Qui a décidé de la monnaie unique? La catastrophe était annoncée. Le peuple n'aurait jamais accepté cela si on lui avait posé la question, mais les politiciens qui siègent à Bruxelles travaillent à préserver leurs privilèges.

**Quel rapport avec l'élection du Conseil fédéral par le peuple?**

Un Conseil fédéral élu par le peuple serait responsable de sa politique devant lui. Il ne passerait pas son temps, avec un certain nombre de parlementaires, à faire entrer la Suisse en douce dans l'Union européenne et sans que le peuple puisse voter. Sous prétexte de droit international, ils essaient de limiter les droits populaires. L'initiative pour l'expulsion des criminels étrangers n'est toujours pas appliquée!

**Paradoxalement, les sondages disent que le peuple ne veut pas élire le Conseil fédéral?**

On doit faire attention avec les sondages. Mais il est vrai que l'initiative connaît quelques difficultés. Car le pays va bien, malgré les bêtises que fait le Conseil fédéral. Les gens ne ressentent pas l'envie de changer de système dans ce contexte. C'est une explication. L'autre est que la proposition émane de l'UDC. Si le PS l'avait lancée, le débat durerait depuis trois ans.

**Pourtant, on le constate dans les élections cantonales, l'UDC a tout à perdre?**



Pour Christoph Blocher, «le peuple ne fait jamais de grosses bêtises comme seuls peuvent le faire les politiciens». MICHELE LIMINA

Le peuple a aussi le droit de ne pas nous élire. C'est vrai que je n'ai jamais réussi à être élu comme conseiller aux Etats pour Zurich. Mais j'ai réussi à imposer nos thèmes, à ouvrir des débats et j'ai atteint ainsi nombre de

nos objectifs. Pour le Conseil fédéral, c'est pareil: on renforcera la légitimité et le poids politique de ceux qui seront élus, tout en les mettant sous la pression: ils seront responsables face au peuple.

**Mais, avec votre initiative, la légitimité des Latins serait moindre que celle des Alémaniques. Le Romand serait un conseiller fédéral repêché par moyenne arithmétique!**

Aujourd'hui les sièges des Latins ne sont pas garantis au Conseil fédéral. C'est une convention non écrite qui peut être remise en question à tout moment. Mais elle fonctionne: le peuple la comprend, et dans les Cantons aussi. Par exem-

## «Le peuple m'aurait élu en 2007, pas en 2003!»

**● Etes-vous un revanchard, Monsieur Blocher?**  
Non, absolument pas!

**Sans votre éviction du Conseil fédéral en 2007, l'UDC aurait-elle lancé cette initiative?**

C'était l'occasion de le faire. Cette affaire a rendu visible le jeu qui se joue à Berne. Une majorité du parlement a voté pour une personne qu'elle ne connaissait pas et dont elle ne savait même pas écrire le nom! Mais ce n'est plus qu'une anecdote.

**Mais vous l'avez tout de**

**même lancée suite aux événements de 2007?**

Cela fait vingt ans que je porte cette idée d'élection du Conseil fédéral par le peuple. Depuis le vote sur l'EEE! Je l'ai toujours dit: le Conseil fédéral - et la classe politique - a un gros problème: il veut entrer dans l'UE mais le peuple ne le veut pas. Un Conseil fédéral élu par le peuple devra répondre de sa politique devant tous et non pas face à un petit groupe de parlementaires.

**Si l'élection par le peuple était acceptée, vous représenteriez-vous à une**

**élection au Conseil fédéral?**

Non. Pour moi, c'est fini. D'ailleurs je n'ai jamais cherché ce poste. Mais je n'ai pas eu d'autre choix que de l'accepter. En 2003, l'UDC avait gagné les élections de telle manière que tout le monde a dit: «Blocher doit aller au Conseil fédéral. Si ce n'est pas lui, l'UDC sera dans l'opposition!» Pendant quatre ans, personne n'a pu me dire que je faisais mal mon travail. Au contraire, on m'a éjecté parce que je prenais trop de place.

**En 2007, s'il y avait eu un scrutin populaire, auriez-vous été réélu?**

En 2007: oui. Je sais que j'aurais été réélu, car les gens ont constaté mon engagement. Par contre, en 2003, vraisemblablement pas. Car je passais pour quelqu'un de trop marqué, trop fort! Le peuple préfère les personnalités plus équilibrées, dont il pressent qu'elles travailleront bien avec l'administration. Il y a bien quelques exceptions: mais, en général, ces personnalités sont devenues très fortes en cours de mandat. Je n'aurais pas été élu en 2003 par le peuple. Pas grave! Ce qui est décisif, c'est que l'élu aurait entendu le peuple qui a donné autant de voix à l'UDC.

ple, à Zurich, on craint souvent que la ville de Zurich ne soit surreprésentée. Ce n'est jamais le cas.

**Entre un canton et un pays, ce n'est pas comparable!**

Les Romands n'ont rien à craindre. D'ailleurs, vous noterez que deux grandes figures du PS romand soutiennent notre idée: Micheline Calmy-Rey et Pierre-Yves Maillard. Ils sont restés fidèles à leurs convictions, bien que l'initiative soit portée par l'UDC. Elue par le peuple, Mme Calmy-Rey aurait eu davantage de légitimité face au parlement, où elle a souvent été attaquée et prise en tenaille par son parti.

**Les candidats devraient alors faire campagne dans toute la Suisse. Perte de temps?**

Une campagne pour l'élection au Conseil fédéral durerait, selon moi, de deux à trois mois. Pas davantage. Nous ne sommes pas aux Etats-Unis. Les gens devraient se présenter, faire une tournée dans les cantons. Et ces trois mois de campagne, même pour les conseillers fédéraux en poste, ne sont pas du temps perdu. Il est normal et bien de devoir expliquer sa politique face aux citoyens. Par ailleurs, je ne crois pas que la presse jouerait un rôle très important. Lors de la plus importante votation de ces vingt dernières années, l'EEE en 1992, aucun média n'a soutenu ma position. Nous avons quand même gagné.

**Le conseiller national que vous êtes redevenu ne va-t-il pas regretter l'affaiblissement du parlement face au Conseil fédéral?**

Nous avons deux fonctions différentes. Le Conseil fédéral est un exécutif. Le parlement, lui, a pour rôle de contrôler son activité. Aujourd'hui, le parlement fait tout pour décider à la place du Conseil fédéral. Et le Conseil fédéral vient souvent demander au parlement ce qu'il doit faire. La séparation des fonctions est, pour moi, essentielle. Alors qu'en ce moment tout se mélange.

**C'est une transparence politique que vous demandez. Mais celle du financement?**

Je n'ai pas peur de la transparence, mais je ne suis pas pour. Car les partis obtiendraient moins d'argent. Pourquoi? Parce que peu d'entrepreneurs veulent voir leur nom lié à un parti. A Zurich, par exemple, les travaux publics sont aux mains des socialistes. Le chef d'entreprise qui est publiquement UDC n'emporte jamais une commande. Et la solution proposée par la gauche de financer les partis par l'Etat me paraît exécrable, chère et absolument pas dans l'esprit suisse.

**Pourquoi l'UDC fait-elle une campagne si timide?**

Les questions institutionnelles ne soulèvent que peu d'intérêt. Nous avons de la peine à récolter des fonds. Les chefs d'entreprise sont pour, ou contre, ou le plus souvent indifférents... D'ailleurs nos opposants non plus n'injectent pas beaucoup d'argent dans la campagne.



Retrouvez notre dossier spécial sur blocher.24heures.ch